

## **Commentaires présentés au Groupe de travail sur la révision du droit à l'information et à la protection des renseignements personnels par le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick**

Le 15 juin 2007

Le Conseil consultatif sur la condition de la femme au Nouveau-Brunswick applaudit l'initiative gouvernementale provinciale relative aux questions longtemps négligées que sont le droit à l'information et la protection des renseignements personnels. Les délais imposés à l'actuel groupe de travail ne permettent pas de procéder à une révision complète des situations et des enjeux qui pourraient être abordés par ces lois. Nous ne sommes pas d'accord avec le processus actuel, mais nous présenterons tout de même quelques exemples de situations et de questions aux fins d'examen par le Groupe de travail.

### **Contraception d'urgence**

Depuis qu'on offre la contraception d'urgence sans ordonnance, mais après consultation au comptoir de la pharmacie, les pharmaciens du Nouveau-Brunswick interrogent les femmes qui en font la demande et notent leurs réponses. On leur demande notamment de fournir de l'information relativement à la date de leurs dernières menstruations, à l'usage d'un moyen de contraception et à l'incident qui a fait en sorte qu'elles ont besoin de ce médicament. Le fait de poser ces questions et de noter des données d'ordre personnel, ce qui se fait souvent au comptoir, constitue une atteinte à la vie privée.

Des renseignements personnels sur la santé ne doivent être recueillis et notés que lorsque cela est nécessaire et les consultations doivent avoir lieu dans un endroit garantissant la confidentialité. En outre, la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada a déjà indiqué que la pilule du lendemain devrait être offerte en vente libre, ce qui prouve à quel point ce médicament pose peu de risques pour la santé.

Au Manitoba, l'ombudsman provincial, placé devant un comportement semblable de la part des pharmaciens, a décrété ce qui suit : « Les femmes ont le droit de demeurer anonymes; le pharmacien peut poser des questions relativement à la santé de la femme, mais il n'a pas à inscrire cette information. » L'ombudsman du Nouveau-Brunswick n'a malheureusement pas pu intervenir à ce sujet puisque son bureau ne détient aucune autorité en ce qui a trait à l'usage de ce type d'information dans le secteur privé.

### **Langue**

Lorsqu'aucun service n'est offert dans la langue de la patiente, celle-ci ou le personnel fait parfois appel à un interprète choisi au hasard, ce qui signifie qu'il peut s'agir, par exemple, d'un autre patient, d'une secrétaire ou d'un voisin, ce qui porte atteinte au droit à la vie privée. Dans de telles situations, il arrive fréquemment que la patiente ne reçoive pas toute l'information à laquelle il a droit ou encore que la patiente s'abstienne de poser certaines questions qu'il poserait en d'autres circonstances.

### **Partage des chambres d'hôpital**

Dans plusieurs hôpitaux du Nouveau-Brunswick, il arrive, régulièrement ou à l'occasion, que des hommes et des femmes doivent partager une même chambre. Une telle situation soulève des questions de sécurité et de bien-être, mais aussi d'intimité. Ce manque de respect des valeurs des habitants du Nouveau-Brunswick accroît le stress vécu au cours de cette période de vulnérabilité intense qu'est l'hospitalisation et insulte bien des femmes. Certaines ont même quitté l'hôpital plus tôt que prévu ou ont refusé des soins. Bien des femmes disent ne pas bien dormir dans de telles circonstances et se sentent mal à l'aise ou même effrayées. Lors d'un séjour dans de telles conditions, plusieurs femmes indiquent également ne pas se sentir

suffisamment à l'aise pour poser certaines questions au personnel soignant. Il s'agit donc là d'une atteinte à la vie privée qui met également en péril la protection des renseignements personnels et la qualité des soins. Les victimes de violence conjugale ou sexuelle peuvent demander de ne pas partager une telle chambre, à condition toutefois de révéler leur passé, ce qu'elles sont souvent appelées à faire à répétition.

### **Dépendances**

Au Nouveau-Brunswick, en dépit ce que l'on sait pertinemment être efficace, il existe peu de services de lutte contre les dépendances offerts exclusivement aux femmes et de services taillés sur mesure pour elles. Les motifs et les façons qui caractérisent les abus diffèrent grandement entre les hommes et les femmes. En effet, chez plusieurs femmes, les dépendances sont associées aux mauvais traitements et à l'exploitation dont elles ont fait l'objet, et leur traitement efficace nécessite qu'on tienne compte de ces facteurs. Lorsqu'elles sont placées dans un groupe de traitement mixte, bien des femmes évitent de mentionner certains faits, ce qui est contreproductif pour leur rétablissement. Lors d'une récente étude, les travailleuses du sexe ont indiqué que le personnel des centres de désintoxication avait tendance à les juger. Elles ont également précisé que le fait d'offrir des services conçus spécialement pour les femmes dans des centres qui leur seraient réservés constituerait un élément clé qui les inciterait à demander de l'aide et à quitter l'industrie du sexe.

### **Questions**

Comme on l'a indiqué ci-dessus, les délais imposés au Groupe de travail ne permettent pas un examen complet de la situation. Si nous avions disposé de plus de temps, nous aurions présenté les questions ci-dessous, questions que nous prions le Groupe de travail de bien vouloir aborder et traiter.

Les femmes qui désirent tenir à distance un ancien conjoint ou qui tentent de lui cacher où elles se trouvent ont déclaré que ces derniers pouvaient obtenir des renseignements à leur sujet auprès de certains services gouvernementaux, en demandant, par exemple, où le crédit d'impôt pour enfants (fédéral) était acheminé.

Tous les services gouvernementaux suivent-ils le même protocole relativement à la formation du personnel en matière de divulgation de renseignements?

Des femmes qui tentent d'assurer leur sécurité après avoir quitté un conjoint violent disent avoir de la difficulté à obtenir l'information relative au retour de ce dernier dans la société, soit le moment de sa libération du centre de détention ou de désintoxication. Compte tenu des risques qu'elles courent, ces femmes devraient normalement avoir accès à ces renseignements en s'adressant à la prison ou au centre de détention où le conjoint se trouve incarcéré.